

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 ÉVRY COURCOURONNES Cedex

ÉVRY COURCOURONNES, le 21/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AMI FONDERIE**

18 rue Ampère  
91430 IGNY

Références : D2025- 0424  
Code AIOT : 0006504300

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement AMI FONDERIE implanté 18 rue Ampère 91430 IGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMI FONDERIE
- 18 rue Ampère 91430 IGNY
- Code AIOT : 0006504300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMI FONDERIE exploite une fonderie de zamak (alliages de zinc) et réalise des pièces en petite et moyenne série pour divers secteurs d'activité. Le site est spécialisé dans le secteur du bâtiment et dans le secteur électrique.



AMI FONDERIE fait partie du groupe ID casting.

Monsieur DECLE précise que le site s'organise sur deux niveaux principaux :

- Niv 0 : montage et assemblage, travail mécanique des métaux, stockage des produits finis (niveau dénommé F2) ;
- Niv 1 : activité fonderie (niveau dénommé F1).

Monsieur DECLE précise que la société AMI FONDERIE n'est pas propriétaire du bâtiment.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
16	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 5.5.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
17	Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 1 - VLE rejets	Lettre du 22/03/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
18	Suite de l'inspection du 23/02/21 – R 3 - autorisation de rejet	Lettre du 22/03/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
20	Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 2 - consignes d'exploitation	Lettre du 22/03/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
21	Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 3 - consignes de sécurité	Lettre du 22/03/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
24	Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 4 - FID	Lettre du 22/03/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
32	Suite de l'inspection du 23/02/21 – R 4 - contrôle périodique CAPSIS	Lettre du 22/03/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
34	Suites révision AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-I-1-a) de l'annexe I	/	Demande d'action corrective	3 mois
35	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
37	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Positionnement dans la rubrique n°2552-1 (A)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
2	Positionnement dans la rubrique n°4110-2 (A)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
3	Positionnement dans la rubrique n°2560-B-2 (DC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
4	Positionnement dans la rubrique n°2565-2-b (DC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
5	Positionnement dans la rubrique n°2565-4 (DC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
6	Positionnement dans la rubrique n°2575 (D)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
7	Positionnement dans la rubrique n°2921-b (DC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Positionnement dans la rubrique n°2910 (NC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
9	Positionnement dans la rubrique n°4130-2 (NC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
10	Positionnement dans la rubrique n°4240.2 (NC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
11	Positionnement dans la rubrique n°4310 (NC)	Lettre du 22/06/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Positionnement dans la rubrique n°4320 (NC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
13	Positionnement dans la rubrique n°4331 (NC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
14	Positionnement dans la rubrique n°4510 (NC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
15	Positionnement dans la rubrique n°4511 (NC)	Lettre du 22/06/2021	/	Sans objet
19	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 6.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
22	Équipement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 8.1	/	Sans objet
23	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 2.3 du chapitre V du titre 3	/	Sans objet
25	État des stocks de matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
26	Fiches des données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.7 du chapitre I du titre 3	/	Sans objet
27	Étiquetage	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.7 du chapitre I du titre 3	/	Sans objet
28	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.2 du chapitre I du titre 3	/	Sans objet
29	Suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila - fréquence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-I-3-a) de l'annexe I	/	Sans objet
30	Suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila - VL	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-I-1-b de l'annexe I	/	Sans objet
31	Transmission des résultats de surveillance par voie électronique	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
33	Analyse Méthodique des Risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-I-1-a) de l'annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
36	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
38	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
39	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
40	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
41	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
42	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet
43	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 13 mars 2025 n'a pas permis de relever des écarts pouvant conduire à une dégradation importante du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact notable sur l'environnement.

L'inspection a permis de relever la persistance d'écarts initialement constatés lors de l'inspection du 23 février 2021, et relevés à nouveau lors de l'inspection du 22 mai 2024, concernant la surveillance des rejets aqueux ainsi que des sujets tels que la rédaction des consignes d'exploitation, du livret de sécurité et des fiches d'identification des déchets.

L'exploitant doit impérativement lever ces écarts dans les délais imposés.



## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Positionnement dans la rubrique n°2552-1 (A)

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 22/06/2021
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b>  Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550) La capacité de production étant : 1. Supérieure à 2 t/j (A - 2)  Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2552-1 retenues étaient : coulée sous pression de zamak au moyen de 25 presses à injecter, représentant une capacité maximale de métal fondu de 12,3 tonnes par jour.  Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que la capacité maximale de métal fondu était de 3,18 tonnes/jour au moyen de 14 presses à injecter.  L'inspection des installations classées avait précisé que cette baisse de la capacité de production ne s'accompagnait pas d'un changement de régime administratif dans la rubrique n°2552-1 de la nomenclature des installations classées, le seuil de classement dans le régime de l'autorisation étant de 2 tonnes/jour. Le site était toujours soumis au régime de l'autorisation pour les activités classées dans la rubrique n°2552-1 de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2552-1 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.  L'exploitant a déclaré que la production a été en moyenne de 2,74 tonnes par jour au cours de l'année 2024. L'inspection des installations classées précise toutefois que c'est la capacité de production qui doit être retenue pour le positionnement dans cette rubrique. Les éléments caractéristiques de cette rubrique ne seront donc pas modifiés.  Le site est toujours soumis au régime de l'autorisation pour les activités classées dans la rubrique n°2552-1 de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 2 : Positionnement dans la rubrique n°4110-2 (A)**

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/06/2021

**Thème(s) :** Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature

**Prescription contrôlée :**

Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.

2. Substances et mélanges liquides.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

a) Supérieure ou égale à 250 kg(A-1)

Suites de l'inspection du 23/02/21 : R1 : L'exploitant doit confirmer son positionnement dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées, en confirmant notamment les quantités stockées pour les produits suivants : CONDAFOND CD 14, HOUGHTO-DRIVE HM 46, Fermapor K31-B-4 BULK.

Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4110-2 retenues étaient : CONDAFOND CD 14 : 600 kg HOUGHTO-DRIVE HM 46 : 200 kg Fermapor K31-B-4 BULK : 50 kg. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 850 kg.

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les quantités totales de produits classés dans la rubrique n°4110-2 susceptibles d'être présentes dans l'installation étaient de :

- CONDAFOND CD 14 : 4 fûts de 215 kg, soit 860 kg ;
- HOUGHTO-DRIVE HM 46 : 50 kg (stock résiduaire), le produit étant remplacé par le RENOLIN B46, dont la quantité présente est de 3 fûts de 215 kg soit 645 kg. Toutefois, la Fiche de Données de Sécurité (FDS) du RENOLIN B46 précise que ce produit n'est pas classé comme dangereux aux termes du Règlement (CE) n°1272/2008 (CLP). Ce produit n'est donc pas classé dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Fermapor K31-B-4 BULK : 4 bidons de 25 kg, soit 100 kg. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 1 010 kg.

L'inspection des installations classées avait précisé que l'augmentation de la quantité totale de produits, par rapport à la situation actée par lettre préfectorale du 22 juin 2021 (soit 160 kg), était inférieure au seuil de l'autorisation dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées (250 kg).

L'exploitant avait précisé que les quantités déclarées correspondaient aux quantités commandées et à des quantités maximales susceptibles d'être présentes. Le site était toujours soumis au régime de l'autorisation pour les activités classées dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a précisé que les éléments déclarés lors de l'inspection du 22 mai 2024 correspondaient aux quantités de produits commandées sur une année.



L'exploitant a précisé que les quantités susceptibles d'être présentes dans l'installation sont les suivantes :

- CONDAFOND CD 14 : 2 fûts de 215 kg, soit 430 kg (1 fût en cours d'utilisation + 1 fût en réserve) ;
- HOUGHTO-DRIVE HM 46 : 50 kg (stock résiduaire), le produit étant remplacé par le RENOLIN B46, dont la quantité présente est de 3 fûts de 215 kg soit 645 kg. Toutefois, la Fiche de Données de Sécurité (FDS) du RENOLIN B46 précise que ce produit n'est pas classé comme dangereux aux termes du Règlement (CE) n°1272/2008 (CLP). Ce produit n'est donc pas classé dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Fermapor K31-B-4 BULK : 2 bidons de 25 kg, soit 50 kg (1 fût en cours d'utilisation + 1 fût en réserve).

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 530 kg.

En conséquence, le site est toujours soumis au régime de l'autorisation pour les activités classées dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées.

L'inspection des installations classées transmettra à l'exploitant une mise à jour de la situation administrative du site incluant la modification des quantités totales de produits susceptibles d'être présentes dans l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Positionnement dans la rubrique n°2560-B-2 (DC)

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/06/2021

**Thème(s) :** Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature

**Prescription contrôlée :**

Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :

2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW (DC).

Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2560-B-2 retenues étaient : Puissance totale installée de l'ensemble des machines fixes : 265kW.

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes était de 110 kW. L'exploitant avait précisé que la baisse de la puissance déclarée par rapport à celle actée dans la lettre préfectorale du 22 juin 2021 ne correspondait pas à une modification des installations mais à une erreur dans la détermination de la précédente valeur transmise, qui incluait à tort la puissance des presses à injecter.

L'inspection des installations classées avait précisé que cette baisse de la puissance retenue s'accompagnait d'une modification du régime administratif dans cette rubrique puisque cette activité devenait non classée, le seuil de classement étant de 150 kW.



**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2560-B-2 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.

Le site est toujours soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les activités classées dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** Positionnement dans la rubrique n°2565-2-b (DC)

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/06/2021

**Thème(s) :** Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature

**Prescription contrôlée :**

Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.

2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant :

b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l (DC)

Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2565-2-b retenues étaient :

- Machines à dégraisser les pièces après usinage : 1 cuve lessiviel de 80 litres
- Machine à nettoyer les outillages : 1 cuve de 475 litres

Volume total des cuves de traitement : 555 litres.

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2565-2-b n'avaient pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2565-2-b n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.

Le site est toujours soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les activités classées dans la rubrique n°2565-2-b de la nomenclature des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 5 : Positionnement dans la rubrique n°2565-4 (DC)**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 22/06/2021
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b>  Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 4. Vibro-abrasion, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l (DC)  Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2565-4 retenues étaient : 3 vibrateurs avec une cuve de 400 litres chacun sont utilisés sur le site, représentant un volume total de 1 200 litres.  Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2565-2-b n'avaient pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2565-4 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.  Le site est toujours soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les activités classées dans la rubrique n°2565-4 de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Positionnement dans la rubrique n°2575 (D)**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 22/06/2021
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b>  Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW (D)  Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2575 retenues étaient : 2 grenaillouses représentant une puissance de 18 kW, 1 sableuse représentant une puissance de 3 kW, Puissance totale des machines fixes installées : 21 kW



Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2575 n'avaient pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2575 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.

Le site est toujours soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les activités classées dans la rubrique n°2575 de la nomenclature des installations classées.

Toutefois, l'exploitant a précisé que la sableuse n'est plus utilisée depuis longtemps. Une réflexion est en cours concernant la mise au rebut de cet équipement. L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant qu'il devrait dans ce cas adresser à Madame la préfète de l'Essonne un rapport à connaissance relatif à l'arrêt de l'exploitation de cet équipement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Positionnement dans la rubrique n°2921-b (DC)**

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/06/2021

**Thème(s) :** Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature

**Prescription contrôlée :**

Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :

1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)

Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2921-b retenues étaient :

1 tour aéroréfrigérante de type circuit primaire ouvert, représentant une puissance thermique totale évacuée de 490 kW

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2921-b n'avaient pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2921-b n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.

Le site est toujours soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les activités classées dans la rubrique n°2921-b de la nomenclature des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 8 : Positionnement dans la rubrique n°2910 (NC)**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 22/06/2021
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b>  Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)  Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2910 retenues étaient : 1 chaudière fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance thermique de 522 kW, 14 chalumeaux installés sur les presses, représentant une puissance de 140 kW Puissance thermique totale : 0,662 MW  Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2910 n'avaient pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2910 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.  Le site est toujours non classé pour les activités classées dans la rubrique n°2910 de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



N° 9 : Positionnement dans la rubrique n°4130-2 (NC)

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 22/06/2021
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D)  Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4130-2 retenues sont : SOLUCOOL B314 : 25 kg La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 25 kg, soit 0,025 tonne.  Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4130-2 n'avaient pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4130-2 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.  Le site est toujours non classé pour les activités classées dans la rubrique n°4130-2 de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 10 : Positionnement dans la rubrique n°4240.2 (NC)

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 22/06/2021
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b>  Produits explosibles, à l'exclusion des produits explosifs. 2. Autres produits explosibles. La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t (A-5) 2. Autres produits explosibles. La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t (A-5) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4240.2 retenues sont : TB 1783 : 1 kg  La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant de 1kg, soit 0,001 tonne.



Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4240.2 n'avaient pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4240.2 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.

Le site est toujours non classé pour les activités classées dans la rubrique n°4240.2 de la nomenclature des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 :** Positionnement dans la rubrique n°4310 (NC)

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/06/2021

**Thème(s) :** Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Gaz inflammables catégorie 1 et 2.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :

2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t (DC)

Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4310 retenues sont :

BONDERITE L-GP D23B ACHESON : 10 kg

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de 10 kg, soit 0,010 tonne.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4310 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.

Suite à l'inspection du 22 mai 2024, l'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant qu'il devait vérifier si le produit BONDERITE L-GP D18A ACHESON est classable dans une rubrique de la nomenclature des installations classées.



La feuille de calcul "SEVESO 3" permettant de positionner les produits dans les rubriques de la nomenclature n'étant plus accessible au public, l'inspection des installations classées a vérifié le positionnement de ce produit.

Celui-ci est classable dans la rubrique n°4320 de la nomenclature des installations classées (Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.), sans atteindre le seuil de classement dans cette rubrique (15 tonnes).

Il n'y a plus aucun produit classé dans la rubrique n°4310 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (gaz inflammables de catégorie 1 et 2).

L'inspection des installations classées transmettra à l'exploitant une mise à jour de la situation administrative du site incluant la modification des quantités totales de produits susceptibles d'être présentes dans l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 :** Positionnement dans la rubrique n°4320 (NC)

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/06/2021

**Thème(s) :** Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature

**Prescription contrôlée :**

Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (D)

Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4320 retenues étaient :

SPECIAL RUST TREATMENT AEROSOL : 20 kg

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 20 kg, soit 0,020 tonne.

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4320 n'avaient pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que le produit SPECIAL RUST TREATMENT AEROSOL a été remplacé par le produit WD 40, la quantité stockée n'ayant pas été modifiée (20 kg).

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté que le produit BONDERITE L-GP D18A ACHESON est concerné par la rubrique n°4320 de la nomenclature des installations classées.



Les produits à prendre en compte dans la rubrique n°4320 sont les suivants :

- WD 40 : 20 kg ;
- BONDERITE L-GP D18A ACHESON : 10 kg.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 30 kg, soit 0.03 tonne.

L'inspection des installations classées transmettra à l'exploitant une mise à jour de la situation administrative du site incluant la modification des quantités totales de produits susceptibles d'être présentes dans l'installation.

Le site est toujours non classé pour les activités classées dans la rubrique n°4320 de la nomenclature des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 :** Positionnement dans la rubrique n°4331 (NC)

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/06/2021

**Thème(s) :** Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature

**Prescription contrôlée :**

Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC)

Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4331 retenues étaient :

TB 1227E : 30 kg

TERY ALCOOL DE SECURITE : 25kg

PLONGYPRO : 15 kg

TERY MULTI-USAGES SANITAIRES CLASSIQUE : 10 kg

9101 (Durcisseur 9100 Finitions) : 10 kg

Diluant 160 : 10 kg

9103 (Durcisseur 9170/9180 Apprêts époxydiques renforcées) : 10 kg

ThreeBond 6950D : 1 kg

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de 111 kg, soit 0,11 tonne.

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4331 de la nomenclature des installations classées n'avaient pas été modifiés par rapport aux éléments actés dans la lettre préfectorale du 22 juin 2021, sauf pour le produit TB 1227E qui avait été remplacé par le produit TB1217P.

Or, l'exploitant avait présenté la fiche de données de sécurité de ce produit, laquelle mentionne "Le produit n'est pas classifié selon le règlement CLP".



**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4331 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024.

Le site est toujours non classé pour les activités classées dans la rubrique n°4331 de la nomenclature des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 :** Positionnement dans la rubrique n°4510 (NC)

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/06/2021

**Thème(s) :** Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature

**Prescription contrôlée :**

Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)

Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4510 retenues sont :

RENOLIN MAX N2 : 500 kg

ANTICORIT DFO 6301 : 400 kg

ECOCOOL MSC-BF2 : 200 kg

PRO-RENOV : 50 kg

DETERGENT BACTERICIDE SURODORANT LAVANDE : 50 kg

SOLUCOOL B328 : 25 kg

Aircol PD 32 : 25 kg

RENOCLEAN : 25 kg

9170 / 9180 Apprêts époxydiques renforcés (Base) : 10 kg

9100 Finitions Epoxydiques Haute Performance (Base) : 10 kg

W5 Spray Javel 3 en 1 : 5 kg

Le VRAI PROFESSIONNEL BACTOPIN PLUS : 5 kg

SPECIAL RUST TREATMENT AEROSOL : 5 kg

STARFLORE PARFUM TENDANCE : 1kg

STARFLORE PARFUM LAVANDE : 1 kg

STARFLORE PARFUM AMBIANCE : 1 kg

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 1,31 tonne.

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4510 de la nomenclature des installations classées n'avaient pas été modifiés par rapport aux éléments actés dans la lettre préfectorale du 22 juin 2021, sauf pour le produit ANTICORIT DFO 6301 dont la quantité stockée était désormais de 200 kg.



**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4510 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024, sauf pour les produits suivants :

- RENOLIN MAX N2, dont la quantité stockée est de 50 kg (au lieu de 500 kg) ;
- ANTICORIT DFO 6301, dont la quantité stockée est de 200 kg (au lieu de 400 kg).

La quantité totale de produits classés dans la rubrique n°4510 susceptible d'être présente dans l'installation étant de 663 kg, soit 0.66 tonne.

En conséquence, le site est toujours non classé pour les activités classées dans la rubrique n°4510 de la nomenclature des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Positionnement dans la rubrique n°4511 (NC)**

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/06/2021

**Thème(s) :** Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature

**Prescription contrôlée :**

Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC)

Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4511 retenues sont :

VIBROLIQ DFL : 400 kg

LUBSEC HP 700 : 200 kg

TERGI INOX : 5 kg

Pow-R-Wash® PR : 2 kg

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 607 kg, soit 0,67 tonne.

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4511 de la nomenclature des installations classées n'avaient pas été modifiés par rapport aux éléments actés dans la lettre préfectorale du 22 juin 2021, sauf pour le produit VIBROLIQ DFL dont la quantité stockée est désormais de 215 kg (1 fût).

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4511 n'ont pas été modifiés depuis l'inspection du 22 mai 2024, sauf pour le produit VIBROLIQ DFL, qui a été remplacé par un nouveau produit qui vient d'être réceptionné sur le site et dont la fiche de données de sécurité (FDS) est en attente de réception.

Par courriel du 19 mars 2025, l'exploitant a transmis la FDS du produit "composé liquide OS - 240 NP", qui remplace le VIBROLIQ DFL.

Or, l'inspection des installations classées constate que ce produit n'est pas classé dans la rubrique n°4511 de la nomenclature des installations classées, ni même dans une autre rubrique.



Les produits à prendre en compte dans la rubrique n°4511 sont les suivants :

- LUBSEC HP 700 : 200 kg ;
- TERGI INOX : 5 kg ;
- Pow-R-Wash PR : 2 kg.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 207 kg, soit 0.207 tonne.

L'inspection des installations classées transmettra à l'exploitant une mise à jour de la situation administrative du site incluant la modification des quantités totales de produits susceptibles d'être présentes dans l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 16 : Surveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 5.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

**Prescription contrôlée :**

Les effluents aqueux rejetés aux points n°2 et n°3, visés à l'article 5.4.4 doivent faire l'objet d'un contrôle par un organisme agréé suivant le programme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Point de rejet n°2 (eaux usées et effluents issus des vidanges de la tour aéroréfrigérante, des purges de la chaudière et des lavages des sols des ateliers)		Point de rejet n°3 (EII issus des vidanges de la tour aéroréfrigérante)
	Tous les 3 ans	Annuelle	Tous les 3 ans
Périodicité des contrôles	Tous les 3 ans	Annuelle	Tous les 3 ans
pH	X		X
MES	X		X
DBO5	X		X
DCO	X		X
NTK	X		
Phosphore total exprimé en P	X		
Hydrocarbures totaux	X	X	
AOX			X
Métaux totaux	X	X	X
Chrome hexavalent			X
Cyanures			X
Tributylétain			X
Zinc	X	X	
Cuivre	X	X	
Fer, aluminium et composé en Fe+Al	X	X	
Indice phénols	X		



**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que le dernier rapport de surveillance des rejets aqueux disponible est celui présenté lors de l'inspection du 22 mai 2024, intitulé "Prélèvement d'eau résiduaire (ponctuel) - AMI FONDERIE SAS", réalisé par APAVE et daté du 27/01/2023.

Or, l'article 5.5.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011 prescrit une surveillance annuelle pour certains paramètres au point de rejet n°2. L'exploitant n'a donc pas respecté les fréquences de contrôle des rejets aqueux.

Par courriel du 19 mars 2025, l'exploitant a transmis l'ordre d'achat n°22032, daté du 19/03/2025, adressé à APAVE - agence d'EVRY pour l'analyses des eaux résiduaires et pluviales. Par un second courriel du même jour, l'exploitant a transmis l'accusé de réception de commande adressé par l'APAVE.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit respecter les fréquences de contrôle des rejets aqueux prescrites par l'article 5.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/586 du 25 octobre 2011 portant imposition de prescriptions complémentaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 17 : Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 1 - VLE rejets

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/03/2021

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024



## Prescription contrôlée :

### 5.4.6 Caractéristiques des rejets

Valeurs limites d'émission des eaux avant rejet dans le milieu récepteur

Paramètres	Point de rejet n°1 (EP)	Point de rejet n°2 (eaux usées et effluents issus des vidanges de la tour aéroréfrigérante, des purges de la chaudière et des lavages des sols des ateliers)		Point de rejet n°3 (El issus des vidanges de la tour aéroréfrigérante)
	Concentration maximale [mg/l]	Concentration maximale sur 24 heures [mg/l]	Concentration maximale instantanée [mg/l]	Concentration maximale [mg/l]
pH	5,5-8,5	5,5-8,5	-	5,5-8,5
MES	35 mg/l	600 mg/l	800	600 mg/l
DBO5	35 mg/l	800 mg/l	1000	800 mg/l
DCO	125 mg/l	2000 mg/l	2600	2000 mg/l
NTK	2 mg/l	150 mg/l	200	-
Phosphore total exprimé en P	0,2 mg/l	50 mg/l	65	-
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	5 mg/l	10	-
AOX	-	-	-	1 mg/l
Métaux totaux	-	15 mg/l	30	15 mg/l
Chrome hexavalent	-	-	-	C. inférieure au seuil de détection
Cyanures	-	-	-	C. inférieure au seuil de détection
Tributylétain	-	-	-	C. inférieure au seuil de détection
Zinc	-	2	2,6	-
Cuivre	-	0,5	0,7	-
Fer, aluminium et composé en Fe+Al	-	5	10	-
Indice phénols	-	0,3	-	-

Constat fait lors de l'inspection du 23/02/21 : L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer qu'il respecte des caractéristiques des rejets imposés par l'article 5.4.6 de l'arrêté préfectoral n°2011.PREF/DRCL/BEPFI/SSPILL/586 du 25 octobre 2011

#### Constats :

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré que le dernier rapport de surveillance des rejets aqueux disponible est celui présenté lors de l'inspection du 22 mai 2024, intitulé "Prélèvement d'eau résiduaire (ponctuel) - AMI FONDERIE SAS", réalisé par APAVE et daté du 27/01/2023.

En conséquence, l'inspection des installations classées n'est pas en mesure de vérifier que l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux imposées par l'article 5.4.6 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit être en mesure de justifier qu'il respecte les valeurs limites d'émission des eaux avant rejet prescrites par l'article 5.4.6 de l'arrêté n°2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/586 du 25 octobre 2011 portant imposition de prescriptions complémentaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 18 : Suite de l'inspection du 23/02/21 – R 3 - autorisation de rejet

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/03/2021

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Pour le cas des rejets dans une station collective, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Constat fait lors de l'inspection du 23/02/2021 : Cet arrêté mentionne à l'article 5.4.4 « localisation des points de rejet » : autorisation et convention n°CSD.91312.2009.002. L'exploitant doit s'assurer auprès du SIAVB que ce document est toujours valable.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant avait déclaré que les démarches avec le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB) n'étaient pas finalisées.

L'exploitant avait présenté le courriel de rappel qu'il avait adressé au SIAVB le 15 février 2024.

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a déclaré qu'il n'a pas de nouveaux éléments à présenter sur ce point et qu'un nouveau courriel a été adressé au SIAVB le 09/07/2024. L'exploitant précise que celui-ci est resté sans réponse.

Le 13 mars 2025, soit le jour même de l'inspection, l'exploitant a de nouveau adressé un rappel au SIAVB, dont l'inspection des installations classées a reçu copie.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer que la convention n°CSD.91312.2009.002 citée à l'article 5.4.4 de l'arrêté n°2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/586 du 25 octobre 2011 portant imposition de prescriptions complémentaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 19 : Surveillance des émissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 6.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Les effluents rejetés aux points n°1 à n°5 visés à l'article 6.2.2 doivent faire l'objet d'un contrôle (en concentration) par un organisme agréé suivant le programme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Points de rejet n°1, n°2, n°3, n°4 et n°5
Périodicité des contrôles	Tous les 3 ans
Poussières	X
Zinc (Zn)	X
Aluminium (Al)	X
Magnésium (Mg)	X
Cuivre (Cu)	X

Constat fait lors de l'inspection du 23/02/2021 :

Par courriel en date du 18 février 2021, l'exploitant a de nouveau transmis le rapport réalisé par la société ISPIRA suite à l'intervention du 15/11/2018.

Conformément aux dispositions de l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011, les rejets atmosphériques doivent faire l'objet d'un contrôle tous les trois ans.

Les rejets atmosphériques du site devront donc être contrôlés avant le 15/11/2021.



**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté le rapport intitulé "rapport d'évaluation des émissions de la fonderie AMI (ID CASTING) - IGNY (91)" réalisé par C2S, référencé n°16996 et daté du 30/10/2024.

L'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants :

- l'exploitant respecte la fréquence de contrôle des rejets atmosphériques imposée par l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011 ;
- le rapport présenté mentionne bien le zinc parmi les paramètres mesurés (ce paramètre n'apparaissait pas dans le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé en 2021) ;
- 4 points de rejet ont été mesurés, alors que 5 points sont mentionnés à l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011. L'exploitant a précisé que cette modification est due à la suppression de la fonderie F2 ;
- la valeur limite d'émission retenue pour le paramètre poussières mentionnée dans le rapport C2S ( $150\,000\ \mu\text{g}/\text{m}^3$ , soit  $150\ \text{mg}/\text{m}^3$ ) ne correspond pas à la valeur limite imposée par l'article 6.2.4 Valeurs limites de rejet de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011, qui est de  $100\ \text{mg}/\text{m}^3$  si le flux est inférieur à  $1\text{kg}/\text{h}$ , ou de  $40\ \text{mg}/\text{m}^3$  si le flux est supérieur à  $1\text{kg}/\text{h}$  ;
- les concentrations relevées en poussières sont conformes aux dispositions de l'article 6.2.4 Valeurs limites de rejet de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011, la concentration maximale mesurée étant de  $1425,93\ \mu\text{g}/\text{m}^3$ , soit  $1,43\ \text{mg}/\text{m}^3$ , pour une valeur limites de rejet à minima de  $40\text{mg}/\text{m}^3$ .

Les dispositions mises en place par l'exploitant concernant la surveillance des rejets atmosphériques sont conformes aux prescriptions de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 20 :** Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 2 - consignes d'exploitation

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/03/2021

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Consignes d'exploitation. Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.



Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Constat fait lors de l'inspection du 23/02/21 : L'inspection des installations classées relève toutefois que certains éléments ayant vocation à être intégrés dans les consignes d'exploitation existent, même si les consignes d'exploitation n'ont pas été rédigées conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 novembre 2008.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant n'a pas de nouveaux éléments à présenter concernant les consignes d'exploitation. L'exploitant a précisé qu'un travail est en cours au niveau du groupe ID Casting pour établir un document commun.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier qu'il a rédigé des consignes d'exploitation conformes aux dispositions de l'article 3.1.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 21 : Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 3 - consignes de sécurité

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/03/2021

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Consignes de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.



<p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques associées sans permis de travail, comme indiqué à l'article 5 ci-après ;</li> <li>- les conditions de délivrance des « permis de travail » et des « permis de feu » visés à l'article 4 ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- la procédure permettant en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul> <p>Constat fait lors de l'inspection du 23/02/21 : Lors de l'inspection du 23 février 2021, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un livret de sécurité conforme aux dispositions de l'article 3.2.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant n'a pas de nouveaux éléments à présenter concernant les consignes de sécurité. L'exploitant a précisé qu'un travail est en cours au niveau du groupe ID Casting pour établir un document commun.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier qu'il a rédigé des consignes de sécurité conformes aux dispositions de l'article 3.2.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 22 : Équipement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 8.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie au paragraphe généralités du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés aux moins une fois par an.</p>



**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté le compte rendu de vérification périodique Q4 relatif aux extincteurs, édité par CLIMEX le 17/04/2024.

Ce compte rendu précise que "l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4"

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté la présence, au niveau de la zone de stockage des produits dangereux, d'un extincteur d'une capacité de 5kg de CO<sub>2</sub> portant la mention "mise en service 03/24".

L'inspection des installations classées a constaté que les extincteurs présents sur le site sont maintenus en bon état et vérifiés aux moins une fois par an, conformément aux dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 23 : Vérification des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 2.3 du chapitre V du titre 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- le rapport de vérification des installations électriques n°134245701-001-1, édité par APAVE et daté du 28/08/24 ;
- le certificat Q18 référencé n°134245701-001-1, édité par APAVE et daté du 28/08/2024 ;
- le compte rendu Q19 référencé n°134245703-001-1.01, édité par APAVE et daté du 01/07/2024 ;
- le rapport de vérification des actions correctives référencé n°134407123-001-1.01, édité par APAVE et daté du 24/09/2024 ;
- le compte rendu Q19 référencé n°134245-002-1.01, édité par APAVE et daté du 07/01/2025.

L'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants :

- le rapport de vérification des installations électriques du 28/08/24 mentionne 19 observations, dont toutes sont récurrentes ;
- le certificat Q18 précise que la vérification a consisté en une vérification complète et que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;
- le compte rendu Q19 du 01/07/2024 mentionne 0 anomalie de priorité 1, 6 anomalies de priorité 2 et 0 anomalie de priorité 3 ;



- le rapport de vérification des actions correctives du 24/09/24 mentionne "Suite à notre vérification, nous vous informons que les actions correctives mises en œuvre sur les matériels en défaut signalés, dans le rapport de référence cité en page de couverture, ont permis de lever une partie de ces anomalies : fiches d'anomalies n°1, 3, 4 et 5" ;

- le compte rendu Q19 du 07/01/2025 mentionne 1 anomalie de priorité 1, 0 anomalie de priorité 2 et 0 anomalie de priorité 3 ;

Compte tenu des éléments présentés, l'inspection des installations classées considère que le matériel électrique est entretenu en bon état, conformément aux dispositions de l'article 2.3 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008.

Toutefois, l'exploitant devra expliquer comment il procède pour gérer les écarts mentionnés dans les rapports de vérification des installations électriques. En effet, les écarts mentionnés dans le rapport de vérification du 28/08/24 avaient tous été déjà signalés lors de précédentes vérifications. Ce point fera l'objet d'une vérification lors d'une prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 24 :** Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 4 – FID

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/03/2021

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Les fiches d'identification des déchets sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les certificats d'acceptation préalable des déchets dangereux par les exploitants des installations de traitement destinataires desdits déchets. Ces certificats ne peuvent avoir une validité supérieure à un an.

Constat fait lors de l'inspection du 23/02/2021 : L'exploitant n'a pas réalisé de fiches d'identification des déchets conformes aux dispositions de l'article 4.4 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant n'a pas de nouveau élément à présenter sur ce point.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser les fiches d'identification des déchets, conformément aux dispositions de l'article 4.4 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 25 : État des stocks de matières dangereuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des installations classées et des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté qu'un document intitulé "stocks produits chimiques" est affiché à proximité du stockage des produits dangereux. Ce document comprend les champs suivants : référence / application / quantité. Il comporte également la date de mise à jour des quantités stockées (le 03/03/25).

Par courriel du 13 mars 2025, l'exploitant a transmis la chek-list des vérifications hebdomadaires qui a été modifié par l'exploitant pour intégrer la mise à jour des stocks de produits chimiques.

L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, conformément aux dispositions de l'article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008.

L'inspection des installations classées vérifiera lors d'une prochaine inspection que les vérifications hebdomadaires effectuées comportent bien la traçabilité des mises à jour des stocks de produits.

**Type de suites proposées :** Sans suite



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.7 du chapitre I du titre 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté la fiche des données de sécurité (FDS) du produit BONDERITE L-GP D18A ACHESON.  La FDS présentée : <ul style="list-style-type: none"><li>• porte la mention "Fiche de données de sécurité selon le règlement (CE) n° 1907/2006 dans sa version révisée" ;</li><li>• est en français ;</li><li>• a été révisée le 16/06/2021 ;</li><li>• comporte 16 rubriques.</li></ul> Par ailleurs, l'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur la rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie de la FDS afin de vérifier la cohérence entre les moyens d'extinction mentionnés dans la FDS et ceux disponibles à proximité du stockage.  Le moyen d'extinction mentionné pour le produit BONDERITE L-GP D18A ACHESON étant la vaporisation d'eau, le dioxyde de carbone, la mousse ou la poudre, il n'y a pas de difficulté particulière.  L'inspection des installations classées a incité l'exploitant à vérifié cette cohérence pour l'ensemble des produits dangereux détenus.  L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, conformément aux dispositions de l'article 8.7 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 27 : Étiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.7 du chapitre I du titre 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les fûts et réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'inspection des installations classées a pu constater que les fûts stockés dans la zone de stockage des produits dangereux portent la dénomination de leur contenu, conformément aux dispositions de l'article 8.7 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 28 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.2 du chapitre I du titre 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'inspection des installations classées a pu constater que les fûts stockés dans la zone de stockage des produits dangereux sont associés à des capacités de rétention dont le volume est conforme aux dispositions de l'article 8.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-I-3-a) de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (version 2020). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (version 2020), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport d'analyses n°2024-28855 édité par CAPSYS le 27/12/2024 suite à un prélèvement effectué le 17/12/2024 pour la recherche en Legionella pneumophila dans l'eau du bassin du fond de la tour aéro-refrigérante ;</li><li>• le rapport d'analyses n°2025-03551 édité par CAPSYS le 27/02/2025 suite à un prélèvement effectué le 14/02/2025 pour la recherche en Legionella pneumophila dans l'eau du bassin du fond de la tour aéro-refrigérante.</li></ul> L'inspection des installations classées a constaté que la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est bien bimestrielle, conformément aux dispositions de l'article 3.7 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 30 : Suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila – VL**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-I-1-b de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Entretien préventif et surveillance de l'installation 1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport d'analyses n°2024-28855 édité par CAPSYS le 27/12/2024 suite à un prélèvement effectué le 17/12/2024 pour la recherche en Legionella pneumophila dans l'eau du bassin du fond de la tour aéro-refrigérante ;</li><li>• le rapport d'analyses n°2025-03551 édité par CAPSYS le 27/02/2025 suite à un prélèvement effectué le 14/02/2025 pour la recherche en Legionella pneumophila dans l'eau du bassin du fond de la tour aéro-refrigérante.</li></ul> L'inspection des installations classées a constaté que la concentration en Legionella pneumophila est inférieure à 100 UFC/L, conformément aux dispositions de l'article 3.7 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 31 : Transmission des résultats de surveillance par voie électronique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.



**Constats :**

L'inspection des installations classées a consulté la base de données GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) le 17 mars 2025.

Cette consultation fait apparaître les résultats des contrôles effectués par l'exploitant sur les concentrations en *Legionella pneumophila* réalisés en février 2024, avril 2024, juin 2024, août 2024, octobre 2024, décembre 2024 et février 2025.

L'exploitant a bien transmis par voie électronique les résultats de la surveillance des concentrations en *Legionella pneumophila*, conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 32 : Suite de l'inspection du 23/02/21 – R 4 - contrôle périodique CAPSIS

**Référence réglementaire :** Lettre du 22/03/2021

**Thème(s) :** Risques chroniques, Risque légionelles

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Constat fait lors de l'inspection du 23/02/2021 :

R 4 : L'exploitant doit s'engager à mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour remédier aux non-conformités relevées dans le rapport de contrôle périodique de CAPSIS. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant n'a pas présenté de nouveaux éléments permettant de justifier que les actions correctives nécessaires pour remédier aux non-conformités relevées dans le rapport de contrôle périodique CAPSIS ont été mises en œuvre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit confirmer que les actions correctives nécessaires pour remédier aux non-conformités relevées dans le rapport de contrôle périodique CAPSIS ont été mises en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



N° 33 : Analyse Méthodique des Risques (AMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-I-1-a) de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Entretien préventif et surveillance de l'installation</p> <p>1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté le document intitulé "Analyse de risque de prolifération de légionelles - refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air - AMI Fonderie - circuit de refroidissement - IGNY", référencé BE/24-0219 et daté du 17 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant dispose bien d'une analyse méthodique des risques (AMR) datant de moins de 2 ans, conformément aux dispositions de l'article 3.7 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p> <p>Le suivi des conclusions de l'AMR sera assuré via un nouveau point de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-I-1-a) de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté le document intitulé "Analyse de risque de prolifération de légionelles - refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air - AMI Fonderie - circuit de refroidissement - IGNY", référencé BE/24-0219 et daté du 17 juillet 2024.  La conclusion de l'AMR fait apparaître les points d'amélioration suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• remplacement du dévésiculeur ;</li> <li>• remise en état de l'installation et élimination des parties corrodées ;</li> <li>• surveillance de l'efficacité des produits de traitement ;</li> <li>• respect du plan de surveillance ;</li> <li>• compléter la stratégie de traitement ;</li> <li>• mise en place d'une gestion des bras morts identifiés au niveau du circuit ;</li> <li>• compléter le plan de surveillance ;</li> <li>• compléter le plan d'entretien ;</li> <li>• maintenir à jour le carnet de suivi et ses annexes.</li> </ul> Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et la planification des actions correctives proposées suite aux conclusions de l'AMR, conformément aux dispositions de l'article 3.7-I-1-a) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 35 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté le fichier de suivi des équipements sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Ce fichier est intitulé "CAPACITE D'AIR "mise à jour 2025_03_10""</p> <p>Ce tableau mentionne : n° machine, dernière épreuve réalisée, prochaine épreuve à réaliser, dernière visite, prochaine visite, n° APAVE, n° fabrication, année de fabrication, capacité en litre, pression maxi, n° soupape, changement de la soupape.</p> <p>Toutefois, le tableau n'est pas complet. Si les données sont complètes concernant les épreuves de requalification, certaines dates sont manquantes pour les dernières et les prochaines inspections périodiques à réaliser.</p> <p>Pour la suite de l'inspection des équipements sous pression, l'inspection des installations classées a choisi les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• machine n°14 - n° APAVE G124032 ;</li><li>• cave à moule - n° APAVE G182303.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit tenir à jour une liste des équipements soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 indiquant, pour chacun des équipements, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 36 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</li> <li>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</li> </ul> <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le compte rendu d'inspection périodique ESP référencé 46066301 / 460663.01.12.24.L.001.PAOL.001 daté du 02/01/2024 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE 1240320 - n° de fabrication 76164 - repère exploitant MACHINE 14 ;</li> <li>• le compte rendu d'inspection périodique ESP référencé 46066301 / 460663.01.12.20.O.001.PAOL.001.1 daté du 21/12/2020 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE 1823030 - n° de fabrication X3246 - repère exploitant CAVE A MOULES.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées a pu constater que les comptes rendus d'inspection périodique présentés mentionnent "Les résultats des contrôles et essais réalisés sont satisfaisants".</p>



Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié que l'exploitant a fait réaliser les inspections périodiques sur les équipements sous pression, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 37 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté les éléments suivants :

- le compte rendu d'inspection périodique ESP référencé 46066301 / 460663.01.12.24.L.001.PAOL.001 daté du 02/01/2024 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE 1240320 - n° de fabrication 76164 - repère exploitant MACHINE 14 ;
- le compte rendu d'inspection périodique ESP référencé 46066301 / 460663.01.12.20.O.001.PAOL.001.1 daté du 21/12/2020 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE 1823030 - n° de fabrication X3246 - repère exploitant CAVE A MOULES.



L'inspection des installations classées a pu constater que la vérification périodique de l'équipement portant le repère exploitant "CAVE A MOULES" aurait dû être réalisée avant le 21/12/2024, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

L'exploitant a précisé que deux équipements ont été oubliés par l'APAVE lors des dernières vérifications périodiques réalisées (équipements portant les repères exploitant MACHINE 22 et CAVE A MOULES). L'exploitant a précisé que ces vérifications périodiques seront réalisées très prochainement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit être en mesure de justifier que les vérifications périodiques effectuées sur les équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 respectent les périodicités d'inspection prescrite par l'article 15.I du-dit arrêté. L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant est seul responsable du suivi en service de ses équipements et qu'il lui revient de s'assurer du respect des échéances réglementaires applicables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 38 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.



L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté les éléments suivants :

- l'attestation de requalification périodique d'un équipement sous pression référencé 46066301 / 16.100.EVY.17390.00.L daté du 19/08/2016 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE G124032 - n° de fabrication 76164 - repère exploitant N°14 ;
- l'attestation de requalification périodique d'un équipement sous pression référencé 46066301 / 15.100.EVY.16009.00.M daté du 21/08/2015 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE G182303 - n° de fabrication X3246 - repère exploitant CAVE A MOU

L'inspection des installations classées a constaté que ces rapports précisent que la requalification périodique est prononcée.

Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié que l'exploitant fait réaliser les requalifications périodiques sur ses équipements.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 39 : Vérification des échéances de la requalification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

#### **Prescription contrôlée :**

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;



- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté les éléments suivants :

- l'attestation de requalification périodique d'un équipement sous pression référencé 46066301 / 16.100.EVY.17390.00.L daté du 19/08/2016 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE G124032 - n° de fabrication 76164 - repère exploitant N°14 ;
- l'attestation de requalification périodique d'un équipement sous pression référencé 46066301 / 15.100.EVY.16009.00.M daté du 21/08/2015 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE G182303 - n° de fabrication X3246 - repère exploitant CAVE A MOU

Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a constaté que l'échéance de la requalification périodique est conforme aux dispositions de l'article 18.I de l'arrêté du 20 novembre 2017.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 40 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

#### **Prescription contrôlée :**

VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.



**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les appareils portant les numéros APAVE G124032 et G182303 disposent bien d'une plaque d'identification lisible, dont les informations sont cohérentes avec celles inscrites dans le dossier de l'appareil. Ces éléments sont conformes aux dispositions de l'article 3.VI de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 41 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

**Prescription contrôlée :**

En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".

Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants :

- l'appareil portant le numéro APAVE G124032 - n° de fabrication 76164 comporte sur sa plaque d'identification la date du 26/08/16, qui correspond au rapport de requalification présenté, ainsi que la marque dite à " tête de cheval " ;
- l'appareil portant le numéro APAVE G182303 - n° de fabrication X3246 comporte sur sa plaque d'identification la date du 21/08/15, qui correspond au rapport de requalification présenté, ainsi que la marque dite à " tête de cheval ".

Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié que le marquage des appareils a bien été réalisé suite au succès des épreuves de requalification périodique.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 42 : Contrôle de l'état de l'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté visuellement que les appareils portant les numéros APAVE G124032 et G182303 sont maintenus en bon état, conformément aux dispositions de l'article R.557-14-2 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 43 : Contrôle des accessoires de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. À l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant a présenté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le compte rendu d'inspection périodique ESP référencé 46066301 / 460663.01.12.24.L.001.PAOL.001 daté du 02/01/2024 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE 1240320 - n° de fabrication 76164 - repère exploitant MACHINE 14 ;Ce rapport précise que l'appareil est équipé d'une soupape réglée à 10,7 bars, pour une valeur de pression maximale admissible (PS) de l'équipement de 15 bars ;</li><li>• le compte rendu d'inspection périodique ESP référencé 46066301 / 460663.01.12.20.O.001.PAOL.001.1 daté du 21/12/2020 relatif à l'appareil portant le numéro APAVE 1823030 - n° de fabrication X3246 - repère exploitant CAVE A MOULES.Ce rapport précise que l'appareil est équipé d'une soupape réglée à 10,7 bars, soit la valeur de la pression maximale admissible (PS) de l'équipement.</li></ul>



L'inspection des installations classées a pu constater que les équipements sous pression sont équipés d'un accessoire de sécurité réglé à une pression qui n'est pas supérieure à la pression maximale admissible, conformément aux dispositions de l'article 3.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

**Type de suites proposées :** Sans suite



